

(1)

(N° 146..)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 MARS 1920.

RAPPORT

**présenté par le Gouvernement sur les opérations effectuées
en vertu de la loi du 3 mars 1919, établissant un impôt
spécial et extraordinaire sur les bénéfices de guerre.**

MESSIEURS,

En exécution de l'article 38 de la loi du 3 mars 1919, j'ai l'honneur de vous exposer les opérations effectuées et les résultats déjà acquis en ce qui concerne l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre.

La loi précitée, votée par la Chambre des Représentants le 12 février 1919 et par le Sénat le 26 du même mois, fut promulguée le 3 mars suivant. Malgré les difficultés de tous genres dans lesquelles se débattait l'Administration centrale des contributions directes, celle-ci entreprit immédiatement l'élaboration des mesures d'exécution : l'arrêté royal du 8 mai 1919 régla la manière dont doit être fixée la valeur normale présumée des immeubles et des bois au 1^{er} juillet 1914, valeur qui est à déduire du produit net des ventes effectuées pendant la période de guerre, en vue de la détermination des bénéfices passibles de l'impôt spécial. Sous la date du 9 mai 1919, parut l'instruction générale destinée à assurer la mise en application de la loi : cette instruction, qui comprend plus de 50 pages, contient de nombreux commentaires et résout de multiples cas d'application.

Bien que les redevables devaient d'initiative déclarer leurs bénéfices taxables, ordre fut donné aux receveurs des contributions de dresser sans retard, une liste comprenant les personnes qui semblaient devoir être soumises à l'impôt à raison de circonstances ou indices spéciaux, tels que imposition à un droit de patente progressif élevé, ventes ou achats d'immeubles, nouvelles constructions importantes, échange de marks pour plus de 10,000 francs, etc.

Après examen de cette liste par le contrôleur divisionnaire, une formule de déclaration devait être remise aux intéressés. Ce travail préparatoire, aussi délicat qu'important, fut entrepris sans désespérer, afin que les commissions de taxation puissent, dès leur constitution, passer outre à l'établissement des cotisations.

Aux termes de l'article 20 de la loi, ces *commissions* devaient être créées dans chaque contrôle des contributions et comprendre des représentants de l'industrie, du commerce et de l'agriculture, indépendamment d'un docteur en droit et d'un

expert-comptable. La constitution des commissions de taxation ne fut pas aisée : tandis que les premières furent organisées dès le 31 juillet, les dernières ne furent constituées que le 28 novembre 1919. Certes, il n'était pas difficile aux contrôleurs des contributions de dresser une double liste de candidats choisis parmi les personnes offrant toute garantie au triple point de vue de la compétence, de l'honorabilité et de l'impartialité ; mais sous les prétextes les plus divers et souvent dans la crainte d'impopularité, de représailles ou de préjudices dans leurs affaires, les personnes pressenties hésitaient à accepter et finalement se dérobaient.

Conformément aux déclarations que j'avais faites au cours de la discussion de la loi et afin de procurer ainsi aux redevables le maximum de garanties, les directeurs provinciaux des contributions, chargés de nommer les membres des commissions de taxation, furent invités à soumettre les propositions des contrôleurs à l'avis, soit des Chambres de commerce ou des comices agricoles régionaux, soit de la commission provinciale d'agriculture. Mais certains de ces organismes ne mirent pas l'empressement désirable à formuler leurs propositions. Aussi, l'Administration dut-elle les inviter à se prononcer dans un bref délai et les prévenir qu'en cas de nouveau retard il serait passé outre à la nomination définitive des membres proposés par les contrôleurs.

Pendant que l'on procédait au travail préparatoire des recherches et à la constitution des commissions de taxation, il importait d'empêcher que des redevables ne parvinssent à échapper au paiement de l'impôt dû. A cette fin, il fut fait largement application de l'article 29 de la loi qui permet au contrôleur des contributions, si celui-ci estime que les droits du Trésor sont en péril, d'exiger le paiement immédiat de l'impôt ou le dépôt d'une garantie égale au montant de l'impôt dû ou présumé qui fait immédiatement l'objet d'une taxation à titre conservatoire.

Les impositions ainsi réglées étaient au 31 décembre dernier de 491 et représentaient un total de 135,967,754 francs ; au 31 janvier écoulé, leur nombre s'élevait à 718 et leur import à 166,592,720 francs. Certes, peu de ces impositions sont actuellement payées, mais des dispositions sont prises en vue d'assurer, dans la mesure du possible, leur recouvrement. Des saisies-exécutions ou des saisies-arrêts ont été signifiées, et dans certains cas, la procédure en expropriation forcée des immeubles a été entamée ; toutefois, il a été prescrit d'agir de telle manière que l'activité industrielle ou commerciale des assujettis n'en soit pas inutilement paralysée.

Nombreux sont les redevables qui ont usé du droit d'opposition à la décision du contrôleur établissant la cotisation à titre conservatoire ; les quelques jugements intervenus jusqu'à ce jour dans des espèces particulièrement importantes, ont, en général, reconnu le bien fondé des exigences fiscales.

Les opérations des commissions de taxation pourront dorénavant se poursuivre partout dans des conditions normales ; mais ce travail sera long et aride. Plus de 70,000 formules ont été distribuées à des redevables présumés de l'impôt spécial ; au 31 décembre dernier, 50,752 déclarations rentrées dans les bureaux accusaient un bénéfice total de 454,761,138 francs ; au 31 janvier écoulé, les receveurs avaient recueilli 53,797 déclarations comportant un bénéfice total de 497,669,489 francs.

Les profits ainsi déclarés sont dérisoires et ils attestent un manque de sincérité

presque général dans les déclarations ; cette situation complique singulièrement la tâche des commissions de taxation, car si celles-ci peuvent recourir à la cotisation d'office, il n'en convient pas moins que les impositions ne relèvent ni de l'arbitraire, ni de la fantaisie, mais soient le résultat d'un examen sérieux et réfléchi.

Pour se procurer les éléments d'appréciation indispensables, l'Administration a fait procéder au dépouillement d'innombrables documents ; quelques employés, depuis des mois, sont occupés à ce travail, tant en province qu'à l'Administration centrale. Celle-ci a déjà transmis plus de 15,000 fiches aux contrôleurs compétents, et de nouveaux envois plus importants vont s'effectuer incessamment.

D'autre part, dans les grandes agglomérations, des agents spéciaux ont été chargés des investigations nécessaires au siège des établissements financiers ; mais si certains de ceux-ci acceptent de se soumettre aux obligations que leur impose l'article 31 de la loi, de nombreuses banques, des agents de change et des notaires font preuve, par contre, d'un esprit de résistance tel que le Gouvernement devra vraisemblablement demander à la Législature d'armer davantage l'Administration. Il importe, en effet, que ces organismes fournissent tous les renseignements utiles, si l'on veut éviter que les profiteurs les moins intéressants échappent à l'impôt. Ainsi que je l'ai dit dans une circulaire du 12 novembre dernier, n° 44591, les intérêts privés doivent, en l'occurrence, s'effacer devant l'intérêt général.

Rien ne sera possible dans le domaine fiscal tant que ceux qui se sont enrichis par la guerre n'auront pas payé leur dette à la Société. L'application intégrale de l'impôt sur les bénéfices de guerre est à la fois une nécessité sociale et une mesure de stricte justice à laquelle doivent collaborer tous les citoyens conscients de leurs devoirs. J'insiste sur ce point, car les tentatives de fraude sont générales et dans certaines régions, elles paraissent même organisées systématiquement. Comment, en effet, concevoir que les commissions de taxation qui avaient au 31 décembre dernier examiné 4584 déclarations aient dû en modifier 3266, soit plus de 70 p. c. ! Et chose remarquable, tandis que les 50,752 déclarations rentrées ne comportaient qu'un bénéfice total de 454,761,138 francs, soit une moyenne de 9,000 francs par redevable, les commissions de taxation fixèrent les profits imposables, pour les 4,584 déclarations examinées, à 241,313,592 francs, soit une moyenne de 50,000 francs par assujetti !

Si les intéressés, invités à rectifier leurs déclarations, persistent à fournir des renseignements manifestement inexacts quant au montant de leurs bénéfices, les commissions de taxation se verront dans la nécessité d'appliquer la majoration d'impôt de 25 p. c., prévue à l'article 23 de la loi.

* *

L'établissement de l'impôt spécial se fait-il avec la célérité nécessaire et les garanties indispensables ?

Ceux qui sont désireux de juger sans parti-pris la tâche à accomplir, se rendront compte qu'en cette matière il doit être procédé avec pondération ; la passion et la hâte sont mauvaises conseillères et l'importance des intérêts en jeu commande de n'agir qu'à bon escient. Nombreux sont les obstacles à surmonter et il faudra certes, tout le dévouement d'un personnel encore insuffisant en nombre pour mener à bien l'œuvre fiscale dont l'exécution est appelée à avoir une si grande répercussion sur la restauration du pays. Mais le passé est garant de l'avenir.

Lorsqu'au lendemain de l'armistice, les fonctionnaires de l'Administration centrale des contributions directes reprirent leurs fonctions — qu'ils avaient abandonnées pour ne pas coopérer à l'œuvre de la séparation administrative — ils se trouvèrent devant un arriéré considérable. D'autre part, de nombreuses mesures s'imposaient en vue de ramener aussi rapidement que possible les services à une marche normale et de faire face aux situations spéciales qu'avait créées la guerre.

Dans les services provinciaux, les difficultés n'étaient pas moindres. Plus de 2000 agents étaient à l'armée et, à de rares exceptions près, ils ne purent obtenir un tour de faveur pour leur démobilisation. De nombreux contrôleurs et receveurs étaient décédés (plusieurs ont été fusillés par les Allemands); d'autres avaient été atteints par la limite d'âge; d'autres enfin, affaiblis par les privations ou déprimés par les circonstances (plusieurs ont été emprisonnés pendant l'occupation), se trouvaient dans l'impossibilité de remplir efficacement leur mission.

L'Administration aurait pu assez rapidement combler ces vides; mais elle se fit un scrupule d'organiser immédiatement un concours auquel n'auraient pu prendre part, avec suffisamment de chances de succès, les jeunes gens qui avaient vaillamment fait leur devoir. C'est pourquoi, elle retarda cette épreuve jusqu'au 6 août 1919 et ne disposa ainsi qu'à partir d'octobre dernier, des quelque 200 candidats admis au surnumérariat. Il convient d'ajouter que parmi ceux-ci, la plupart étaient stagiaires et que bon nombre de ces derniers n'ont pu, jusqu'ici, être remplacés en cette qualité, l'industrie et le commerce offrant aux jeunes gens des situations plus avantageuses au point de vue pécuniaire, que celles qu'ils pourraient occuper au début dans les grandes administrations publiques. Il s'ensuit que les cadres sont encore loin d'être au complet, surtout que beaucoup des nouveaux surnuméraires sont actuellement sous les drapeaux.

Et cependant, une tâche bien lourde incombait aux agents des services extérieurs. Les mesures bienveillantes prises en faveur des sinistrés, des militaires et de tous ceux que la guerre a gravement lésés dans leurs intérêts ont donné lieu à l'ouverture de milliers de dossiers. D'un autre côté, la situation des recouvrements était lamentable, et vous vous rendrez compte, Messieurs, de l'effort qui a été accompli en apprenant que des 155,800,000 francs qui, au 31 décembre 1918, restaient à recouvrer sur les exercices 1918 et antérieurs, 50,000,000 environ ont été perçus au cours de l'année 1919.

Dans de telles conditions, il se conçoit que la mise en marche des travaux relatifs à l'impôt spécial sur les bénéfices de guerre ait été particulièrement pénible. Elle fut contrariée aussi par l'inexpérience des jeunes contrôleurs (50 sur 150 environ) insuffisamment localisés et encore peu préparés à la nouvelle tâche qui leur incombe et qui est particulièrement délicate.

L'Administration elle-même se vit dans l'impossibilité de se consacrer entièrement, comme elle l'eût voulu à l'exécution de la loi; la réforme de notre régime fiscal sollicita, en effet, toute son attention; en moins d'un an, nos vieilles contributions directes ont été complètement remaniées et modernisées; la taxe d'ouverture des débits de boissons a été assise sur de nouvelles bases; enfin, la taxe sur les spectacles ou divertissements publics vient d'être généralisée.

Bref, un effort considérable a été accompli, dans le domaine fiscal, depuis que la Belgique a repris la maîtrise de ses destinées. Cet effort sera poursuivi sans

relâche avec tout le dévouement que l'on peut attendre des fonctionnaires du département des finances

La réorganisation prochaine de l'Administration provinciale des contributions directes, douanes et accises, comportera d'ailleurs la subdivision de ces services de sorte que les contrôleurs des contributions, déchargés de leurs attributions en matière d'accises, pourront mieux se consacrer à l'établissement des nouveaux impôts. D'autre part, le nombre des inspecteurs sera augmenté de manière à stimuler le zèle du personnel et à maintenir l'uniformité dans l'application des lois fiscales.

Enfin, un contact plus fréquent s'établira entre l'Administration centrale et les services provinciaux.

Nul doute que ces mesures produiront les meilleurs résultats à brève échéance.

Les faits déjà acquis permettent, Messieurs, de nourrir de belles espérances quant au rendement de l'impôt spécial. Elles se réaliseront si chacun comprend que ceux qui, au cours de la guerre, ont eu l'heureux sort de s'enrichir, doivent donner à la collectivité une partie de leurs richesses pour aider à la restauration de la Patrie.

Le Ministre des Finances,

LEON DELACROIX.

IMPOT SPÉCIAL ET EXTRAORDINAIRE SUR LES BÉNÉFICES DE GUERRE.

RÉSULTATS ACQUIS } a) au 31 décembre 1919.
 } b) au 31 janvier 1920

PROVINCES.		COTISATIONS ÉTABLIES A TITRE CONSERVATOIRE (Art. 29 Loi.)		DÉCLARATIONS RENTRÉES DANS LES BUREAUX.		DÉCLARATIONS EXAMINÉES PAR LES COMMISSIONS DE TAXATION.		
		Nombre.	Montant de l'impôt.	Nombre.	Total des béné- fices déclarés.	Nombre.	Declara- tions mo- difiées.	Total des bénéfices fixés.
Anvers	a.	46	29,702,540	4,990	55,129,412	154	42	1,927,633
	b.	48	39,783,660	5,025	56,632,511	269	78	3,957,792
Brabant	a.	174	71,648,956	9,618	121,776,306	1,066	383	54,010,728
	b.	189	83,772,682	9,674	124,639,800	2,033	1,375	73,420,440
Flandre occidentale .	a.	7	4,005,907	5,430	40,032,705	162	81	7,535,780
	b.	9	4,251,189	5,923	40,862,204	187	138	36,162,698
Flandre orientale .	a.	20	2,757,819	6,775	25,141,114	2,050	1,593	63,694,952
	b.	191	3,491,726	7,621	48,364,416	2,578	1,774	101,495,825
Hainaut	a.	39	3,040,024	8,020	58,314,936	81	4	636,800
	b.	43	3,580,774	8,208	64,257,166	177	41	5,429,291
Liège	a.	79	7,485,198	6,998	59,921,700	246	143	34,216,796
	b.	95	11,514,207	7,014	60,221,831	449	284	49,839,750
Limbourg	a.	20	5,230,916	2,234	32,887,984	532	258	9,173,281
	b.	22	7,025,485	2,768	34,517,976	686	335	10,275,886
Luxembourg	a.	47	1,556,000	2,321	22,089,607	9	9	1,661,500
	b.	59	2,506,549	2,495	25,429,889	10	10	1,701,500
Namur	a.	59	10,540,394	4,366	39,467,374	284	253	38,456,400
	b.	62	10,634,448	5,069	42,743,696	621	534	54,883,067
Totaux.	a.	491	133,967,754	50,752	454,761,138	4,584	3,266	211,313,592
	b.	718	166,592,720	53,797	497,669,489	7,010	4,619	336,866,249

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 MAART 1920.

VERSLAG

door de Regeering voorgedragen nopens de verrichtingen waartoe overgegaan werd krachtens de wet van 3 Maart 1919, houdende vestiging eener bijzondere en buitengewone belasting op de oorlogswinsten.

MIJNE HEEREN,

In uitvoering van artikel 38 der wet van 3 Maart 1919, heb ik de eer U de uiteenzetting te verstrekken van de verrichtingen waartoe overgegaan werd en van de uitslagen reeds verkregen wat betreft de bijzondere belasting op de oorlogswinsten.

Gemelde wet, door de Kamer der Volksvertegenwoordigers op 12 Februari 1919 en door den Senaat op 26 derzelfde maand aangenomen, werd den 3 Maart daaropvolgende afgekondigd. Ondanks de moeilijkheden van allen aard waarin het Middenbeheer der rechtstreeksche belastingen verwickeld was, vatte het onmiddellijk de tot stand bringing der maatregelen tot uitvoering aan : het Koninklijk besluit van 8 Mei 1919 regelde de wijze waarop de vermoedelijke normale waarde der onroerende goederen en der bosschen op 1 Juli 1914 moet worden vastgesteld, waarde die af te trekken is van de zuivere opbrengst der verkooping gedurende het oorlogstijdvak gedaan, om de winsten, waarvan de bijzondere belasting moet geheven worden, te bepalen. Met dagteekening van 9 Mei 1919 verscheen de algemeene onderrichting bestemd om de tenuitvoerbrenging der wet te verzekeren : deze onderrichting, van meer dan 80 bladzijden, behelst tal van toelichtingen en lost veelvoudige gevallen van toepassing op.

Alhoewel de schatplichtigen op eigen initiatief hunne belastbare inkomsten moesten aangeven, werd aan de ontvangers der belastingen bevolen zonder verwijl eene lijst op te maken, vermeldende de personen die aan de belasting op grond van bijzondere omstandigheden of aanwijzingen bleken te moeten onderworpen worden, zooals aanslag in een klimmend hoog patentrecht, verkoop of aankoop van onroerende goederen, belangrijke nieuwe gebouwen, ruiling van marken voor meer dan 10,000 frank, enz.

Na onderzoek dezer lijst door den controleur der afdeeling, moest een aangifteformulier aan de belanghebbenden worden afgegeven. Dit voorberei-

dend werk, even kiesch als gewichtig, werd zonder dralen aangevat, opdat de commissies van aanslag, bij hare samenstelling, onverwijld tot het vestigen der aanslagen konden overgaan.

Luidens artikel 20 der wet, moesten die *commissies* in iedere contrôle der belastingen worden aangesteld, en vertegenwoordigers tellen van nijverheid, handel en landbouw, behalve één doctor in de rechten en één deskundige in boekhouden. De samenstelling der commissies van aanslag was niet gemakkelijk : terwijl de eerste reeds op 31 Juli werden ingericht, kwamen de laatste slechts op 28 November 1919 tot stand. Gewis, het viel den controleurs der belastingen niet moeilijk een dubbele lijst op te stellen der kandidaten gekozen onder de personen die elken waarborg bieden van het drieëndig standpunt der bevoegdheid, der eerbaarheid en der onpartijdigheid ; maar onder de meest verscheiden voorwendsels en dikwerf beducht voor volksongunst, weerwraak of nadeel in hunne zaken, aarzelden de gepolste personen aan te nemen en ontweken zij ten slotte.

Overeenkomstig de door mij bij de bespreking der wet gedane verklaringen en ten einde aldus aan de schatplichtigen de meeste waarborgen te verstrekken, werden de provinciale bestuurders der belastingen, die bevoegd zijn tot het benoemen van de leden der commissies van aanslag, verzocht de voorstellen van de controleurs voor advies te onderwerpen hetzij aan de gewestelijke Kamers van koophandel of landbouwcomices, hetzij aan de provinciale landbouwcommissie. Maar sommige dezer instellingen gingen niet met den gewenschten spoed te werk bij het belichamen harer voorstellen. Ook moest het Beheer ze verzoeken ten spoedigste uitspraak te doen en ze verwittigen dat bij verder verwijl tot de vaste benoeming der door de controleurs voorgedragen leden zou overgegaan worden.

Terwijl tot het voorbereidend werk der opzoekingen en tot de samenstelling der commissies van aanslag werd overgegaan, behoorde verhinderd te worden dat belastingplichtigen aan de betaling der verschuldigde belasting ontsnapten. Te dien einde werd ruime toepassing gedaan van artikel 29 der wet dat aan den controleur der belastingen toelaat, indien deze van gevoelen is dat de belangen der Schatkist gevaar loopen, de onmiddellijke betaling te vorderen van de belasting, of het verstrekken eener zekerheid gelijk aan het bedrag der verschuldigde of vermoedelijke belasting, die onverwijld het voorwerp van eenen aanslag ten bewarenden titel uitmaakt.

Op 31 December laatstleden waren aldus 491 aanslagen geregeld, vertegenwoordigende een totaal van 135,967.754 frank ; op 31 Januari laatstleden was hun aantal tot 718 gestegen en hun bedrag tot 166,592,720 fr.

Voorzeker, sommige dezer aanslagen zijn thans betaald, maar maatregelen werden getroffen ten einde hunne invordering, in de mate van het mogelijke, te verzekeren.

Beslag bij uitvoering en beslag onder derden werd beteekend en, in sommige gevallen, werd de rechtspleging tot onteigening ingeleid, evenwel werd voorgeschreven in dier voege te handelen, dat de nijverheids- of handelsbedrijvigheid niet nutteloos aan banden worde gelegd.

Talrijke schatplichtigen maakten gebruik van het recht van verzet tegen

het besluit van den controleur waarbij de aanslag ten bewarenden titel werd gevestigd; de enkele vonnissen die alsnog in bijzonder belangrijke gevallen gewezen werden, hebben over 't algemeen de gegrondheid der fiscale vorderingen uitgewezen.

De verrichtingen der commissies van aanslag zullen voortaan overal in normale voorwaarden kunnen voortgezet worden; maar dit werk zal van langen duur en moeilijk zijn. Meer dan 70,000 formulieren werden uitge-reikt aan personen die vermoed worden de bijzondere belasting schuldig te zijn; op 31 December laatstleden wezen 50,752 bij de kantoren-ingebrachte aangiften eene gezamenlijke winst van 434,761,138 frank aan; op 31 Januari laatstleden hadden de ontvangers 33,797 aangiften verzameld behelzende eene totale winst van 497,669,489 frank.

De aldus aangegeven winsten zijn onbeduidend en kenmerken een schier algemeen mangel aan rechtzinnigheid in de aangiften; deze toestand ver-wikkelt ongemeen de taak der commissies van aanslag, want alhoewel deze tot aanslag van ambtswege mogen overgaan, behooren de belastingen noch naar willekeur, noch naar welgevallen te worden gevestigd, maar zij moeten het gevolg zijn van een ernstig en doordacht onderzoek.

Om de vereischte gegevens tot beoordeeling te verzamelen, deed het Beheer overgaan tot inzage van talloze bescheiden; eenige beambten houden zich sedert maanden zoowel in de provinciën als bij het Middenbe-heer met dit werk bezig; het Middenbeheer zond reeds meer dan 15,000 fiches aan de bevoegde controleurs en nieuwe omvangrijkere verzendingen zullen eerlang plaats grijpen.

Anderdeels werden in de groote agglomeraties bijzondere agenten belast met de noodige opzoekingen bij de zetels der financiële instellingen; maar zoo sommige dezer er in toestemmen de verplichtingen na te leven, welke artikel 51 der wet haar oplegt, betoonen tal van banken, wisselaars en nota-rissen zulken geest van verzet, dat de Regeering waarschijnlijk aan de wet-geving zal hoeven te vragen het Beheer beter te wapenen: het behoort, inderdaad, dat deze instellingen alle nuttige gegevens verstrekken, wil men vermijden dat de minst belangwekkende uitbuiters aan de belasting ont-snappen. Zooals ik het in eene aanschrijving van 12 November laatstleden, n^o 44591, zegde, moet ter zake het privaat belang voor het algemeen belang wijken.

Niets zal van fiscaal standpunt mogelijk zijn zoolang degenen die zich door den oorlog verrijkten hunnen tol aan de maatschappij niet zullen betaald hebben. De integrale toepassing van de belasting op de oorlogs-winsten is zoowel eene maatschappelijke noodwendigheid, als een maat-regel van stipte gerechtigheid waaraan alle plichtbewuste burgers moeten medewerken. Ik dring daarop aan, want de pogingen tot bedrog zijn alge-meen en in sommige streken komt het zelfs voor dat zij stelselmatig inge-richt zijn. Hoe ware het anders te besellen dat de commissies van aanslag, die op 31 December laatstleden 4,584 aangiften hadden onderzocht, daar-van 3,266, 't zij meer dan 70 t. h., hoefden te wijzigen. En, merkwaardig feit, terwijl de 50,752 ingebrachte aangiften slechts een totale winst van

454,761,158 frank behelsden, 't zij gemiddeld 9,000 frank per schatplichtige, bepaalden de commissies van aanslag de belastbare winsten, voor de 4,384 onderzochte aangiften, op 211,513.592 frank, 't zij gemiddeld op 50,000 frank per aangeslagene!

Indien de belanghebbenden, aanzocht hunne aangifte te wijzigen, volharden met klaarblijkelijk onnauwkeurige aanduidingen te verstrekken wat het bedrag hunner winsten betreft, dan zullen de commissies van aanslag genoodzaakt zijn de vermeerdering van belasting van 25 t. h., voorzien in artikel 23 der wet, toe te passen.

*
*
*

Geschiedt de vestiging der bijzondere belasting met den noodigen spoed en de onmisbare waarborgen?

Zij die zonder vooroordeel de te vervullen taak wenschen af te meten, zullen zich er van overtuigen dat ter zake met bezadigdheid moet worden opgetreden; drift en overijling zijn slechte raadgeelsters en de groote betekenis der betrokken belangen vergt dat slechts welbewust worde gehandeld. Veelvoudige hindernissen behooren overwonnen en voorzeker zal al de toewijding moeten aangesproken worden van een in getal nog ontoereikend personeel, om het fiscaal werk te voltrekken waarvan de uitvoering geroepen is een zoo aanzienlijken invloed op 's lands herstel uit te oefenen. Maar het verleden waarborgt de toekomst.

Toen, daags na den wapenstilstand, de ambtenaars van het Middenbeheer der rechtstreeksche belastingen hunne bezigheden hernamen, die zij hadden gestaakt om tot de bestuurlijke scheiding niet mede te werken, stonden zij voor een aanzienlijken achterstand. Anderdeels drongen zich tal van maatregelen op om de diensten ten spoedigste op normalen gang te brengen en de uit den oorlog ontstane bijzondere toestanden te beheerschen.

Bij de provinciale diensten waren de moeilijkheden niet geringer. Meer dan 2000 agenten hadden het leger vervoegd en op enkele uitzonderingen na, konden zij geene gunstbeurt verkrijgen om wat vroeger gedemobiliseerd te worden. Talrijke controleurs en ontvangers waren overleden (verscheidene werden door de Duitschers doodgeschoten); andere hadden de leeftijdsgrens bereikt; andere, ten slotte, verzwakt door ontberingen of nedergedrukt door de omstandigheden (verscheidene werden tijdens de bezetting gevangen gezet) bevonden zich in de onmogelijkheid hunne opdracht degelijk te vervullen.

Het Beheer zou tamelijk spoedig die leemten hebben kunnen aanvullen maar het aarzelde onmiddellijk een vergelijkend examen af te vragen waaraan de jongelieden die zich dapper van hunnen plicht hadden gekweten, niet met genoegzame kans van te slagen hadden kunnen deelnemen. Daarom stelde het die proef uit tot 6 Augustus 1919 en kon aldus slechts van October laatstleden af beschikken over de ongeveer 200 tot het surnumerariaat toegelaten candidaten. Daarbij dient opgemerkt te worden dat de meesten reeds als aangestelde klerken arbeidden, en dat velen daarvan tot heden in die hoedanigheid niet konden vervangen worden daar nijverheid en handel in geldelijk opzicht aan de jonge lieden voordeeligere plaatsen bieden dan die welke zij aanvankelijk in de groote openbare besturen zouden kunnen

bekleeden. Daaruit volgt, dat de kaders nog verre van volzet zijn, vooral daar tal van nieuwe surnumerairs thans onder de wapens zijn.

En nochtans ruste eene zeer zware taak op de buitendiensten. De welwillende maatregelen getroffen ten gunste van de geteisterden, van de militairen en van al degenen die door den oorlog zwaar in hunne belangen werden getroffen, gaven aanleiding tot het samenstellen van duizende bundels. Anderdeels was de stand der inningen erbarmelijk en gij zult u rekenschap kunnen geven, mijne Heeren, van de gedane krachtsinspanning, als ik u ter kennis breng dat van de 155,800,000 frank die op 31 December 1918 nog in te vorderen bleven over de dienstjaren 1918 en vorige, ongeveer 50,000,000 in den loop van het jaar 1919 werden geïnd.

In zulke voorwaarden valt het te beseffen, dat het aanvangen der verrichtingen betreffende de bijzondere belasting op de oorlogswinsten bijzonder moeilijk was. Het werd insgelijks bemoeilijkt door de onervarenheid der jonge controleurs (80 op 130 ongeveer) zonder voldoende plaatselijke kennis en nog weinig voorbereid tot de nieuwe taak, die hen wacht, en die bijzonder kiesch is.

Aan het Beheer was het onmogelijk zich algeheel te wijden aan de tenuitvoerbrenging der wet zooals het zulks wenschte: de hervorming van ons fiscaal stelsel vorderde inderdaad al zijne aandacht: in minder dan één jaar werden onze oude rechtstreekse belastingen omgewerkt en met de hedendaagsche vereischten in verband gebracht; de openingstaxe der drankslijterijen werd op nieuwe gronden gevestigd: ten slotte is de taxe op de openbare vertooningen of vermakelijkheden zoo juist algemeen gemaakt geworden.

Kortom, een aanzienlijke krachtsinspanning werd ontplooid, in het fiscaal domein, sedert België opnieuw zijn lotsbestemming beheerscht. Deze inspanning zal onverpoosd worden volgehouden met al de toewijding die van de ambtenaars van het Departement van Financiën mag verwacht worden.

De aanstaande herinrichting van het provinciaal Beheer der rechtstreekse belastingen, douanen en accijnzen zal overigens de splitsing dezer diensten medebrengen, derwijze dat de controleurs der belastingen, ontheven van hunne ambtsbezigheden in zake accijnzen, zich beter aan de vestiging der nieuwe belastingen zullen kunnen wijden. Anderdeels zal het getal der opzieners worden verhoogd ten einde den ijver van het personeel aan te wakkeren en eenvormigheid bij de toepassing der fiscale wetten te bewerkstelligen.

Ten slotte wordt nauwer aansluiting voorzien tusschen het middenbeheer en de provinciale diensten.

Ongetwijfeld zullen deze maatregelen eerlang de beste uitslagen opleveren.

De reeds voltrokken feiten veroorloven, Mijne Heeren, de beste verwachtingen te koesteren nopens de opbrengst der bijzondere belasting. Zij zullen verwezenlijkt worden zoo eenieder beseft dat zij, die tijdens den oorlog het geluk genoten zich te mogen verrijken, aan de gemeenschap een gedeelte hunner rijkdommen moeten afstaan om bij te dragen tot herstel des Vaderlands.

De Minister van Financiën,

Léon DELACROIX.

BIJZONDERE EN BUITENGEWONE BELASTING OP DE OORLOGSWINSTEN.

UITSLAGEN VERWORVEN } a) op 31 Décembre 1919.
 } b) op 31 Januari 1920.

PROVINCIE.		AANSLAGEN GEVESTIGD TEN BEWARENDEN TITEL (Art. 29 der wet)		AANGIFTEN BIJ DE KANTOREN INGEBRACHT.		AANGIFTEN DOOR DE COMMISSIES VAN AANSLAG ONDERZOCHT.		
		Aantal.	Bedrag der belasting.	Aantal.	Totaal der aangegevenwinst	Aantal.	Gewij- zigde aan- giften.	Totaal der vastgestelde winsten.
Antwerpen.	a.	46	29,702,540	4,990	55,129,412	154	42	1,927,655
	b.	48	39,785,660	5,025	56,632,511	269	78	3,957,792
Brabant.	a.	174	71,648,936	9,618	121,776,306	1,066	883	54,010,728
	b.	189	83,772,682	9,674	124,639,800	2,033	1,375	73,420,440
West-Vlaanderen.	a.	7	4,005,907	5,430	40,032,705	162	81	7,535,780
	b.	9	4,231,189	5,923	40,862,204	187	138	36,162,698
Oost-Vlaanderen.	a.	20	2,757,819	6,775	25,141,114	2,050	1,593	63,694,952
	b.	191	3,491,726	7,621	48,364,416	2,578	1,774	101,195,825
Henegouwen.	a.	39	3,040,024	8,020	58,314,936	81	4	636,800
	b.	43	3,580,774	8,208	64,257,166	177	41	5,429,291
Luik.	a.	79	7,485,198	6,998	59,921,700	246	143	31,216,796
	b.	95	11,544,207	7,014	60,221,831	449	284	49,839,750
Limburg.	a.	20	5,230,916	2,234	32,887,984	532	258	9,173,281
	b.	22	7,025,485	2,768	34,517,976	686	335	10,275,836
Luxemburg.	a.	47	1,556,000	2,321	22,089,607	9	9	1,661,550
	b.	59	2,506,549	2,995	25,429,889	10	10	1,701,500
Namen.	a.	59	10,540,391	4,366	39,467,374	284	253	38,456,100
	b.	62	10,634,448	5,069	42,743,696	621	584	54,883,067
Totalen.	a.	491	135,967,754	50,752	454,761,138	4,584	3,266	211,313,592
	b.	718	166,592,720	53,797	497,669,489	7,010	4,619	336,866,249